

Allocations familiales

familiales et des mesures sociales destinées aux enfants d'aujourd'hui, les parents de demain. Nous demandons au gouvernement de ne pas désindexer les allocations familiales. Qu'il les laisse comme elles sont, de façon que les familles canadiennes puissent obtenir l'appui dont elles ont besoin.

M. Boudria: Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la députée de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald). Vu la présence à la Chambre cet après-midi du ministre associé de la Défense nationale (M. Andre), la députée pourrait-elle nous dire si elle est d'accord avec le gouvernement, ou le ministre de la Défense nationale (M. Nielsen) qui voudrait dépenser en priorité 56 millions de dollars pour acheter de nouveaux uniformes, alors qu'il ne semble pas avoir les 55 millions de dollars dont il aurait besoin pour rétablir les allocations familiales qu'il vient d'éliminer?

Mme McDonald: Monsieur le Président, mon désaccord avec le gouvernement en ce qui a trait aux dépenses prioritaires transcende les uniformes. Je pense que le gouvernement se fourvoie à bien des égards. Je ne vois pas l'utilité de mettre l'accent sur une dépense aberrante en particulier. Si j'étais ministre des Finances, je procéderaï à une refonte complète de la fiscalité, afin que nous ayons un régime fiscal équitable. Pour trouver l'argent, j'utiliserais les nombreux autres moyens de la réforme fiscale, je ferais en sorte que les sociétés et les riches particuliers paient leur part. Je placerais certainement les programmes sociaux au premier rang de nos préoccupations. Cependant, je ne vois pas l'utilité d'insister sur une dépense en particulier. Je trouve que le gouvernement aurait besoin de reconsidérer en profondeur son échelle des valeurs, et je ne manquerais pas de l'y exhorter.

[Français]

Mme Killens: La députée de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald) a critiqué la politique des 6 et 5 p. 100 du gouvernement libéral. J'aimerais lui rappeler que sans ce programme les taux d'intérêt seraient probablement, dans le moment, encore à double chiffres. Le gouvernement fédéral a fait appel à tous les segments de la société contrairement au projet de loi C-70 que nous discutons aujourd'hui. Avec le projet de loi C-70 nous avons une cible. Il faut se rappeler que nous avons fait appel aux personnes âgées, aux parents, aux patrons, aux industriels, aux syndicats, et tout le monde a aidé à descendre le taux d'intérêt à ce qu'il est aujourd'hui. A mon avis, c'est plutôt une victoire pour le parti libéral que de parler comme si c'était un aspect négatif de la période où nous étions en charge du gouvernement.

La députée aurait-elle d'autres solutions que celles que nous avons apportées à ce moment-là?

● (1550)

[Traduction]

Mme McDonald: Merci, monsieur le Président. Nous nous sommes opposés au programme des 6 et 5 p. 100 qui était une sorte de désindexation. Je crois que nous avons raison de nous y opposer et j'estime que les libéraux ont beaucoup de culot de défendre si chaleureusement l'indexation complète alors qu'ils s'y opposaient jadis.

[Français]

M. Blaikie: Soit dit en passant, monsieur le Président, votre français est «dobra».

[Traduction]

Je me demande si la députée de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald) pourrait donner des précisions. Elle a parlé de l'importance des allocations familiales pour les Canadiennes et elle a rappelé la lutte que les Canadiennes et leurs alliés ici au Parlement ont menée au sujet de leurs droits économiques durant le débat constitutionnel. Peut-elle nous parler de la lutte que livrent les Canadiennes pour obtenir leurs droits économiques et de l'importance, pour elles, de la remporter?

Mme McDonald: Merci, monsieur le Président. A mon avis, il y a des parallèles très significatifs entre les deux situations. En premier lieu, lorsqu'elles participaient au débat sur la Constitution, les Canadiennes se méfiaient beaucoup des propositions du gouvernement car elles ont été durement touchées par les dispositions que les gouvernements ont adoptées, notamment dans la Déclaration des droits, et elles réclamaient un libellé rigoureux et une protection spéciale afin de garantir des droits égaux aux femmes. Je ne veux pas m'attarder sur les diverses péripéties de cette lutte qui sont fort intéressantes et auxquelles nous consacrerions volontiers beaucoup de temps. Toutefois, chose certaine, le gouvernement à l'époque avait complètement sousestimé les Canadiennes. Il a commis certaines erreurs qu'il aurait cru vite oubliées, mais les Canadiennes n'ont pas laissé le gouvernement les oublier. Elles se sont organisées, elles ont participé à un défilé à Ottawa, elles ont tenu des réunions un peu partout au Canada, elles ont fait des démarches auprès de leurs députés et elles ont pris toutes les initiatives politiques habituelles auxquelles le gouvernement ne s'attendait pas de la part des femmes. Elles ont fait cela et elles s'en sont très bien acquittées, et même elles ont servi de modèle à d'autres groupes de pression, encouragés de voir que le gouvernement avait dû plier et modifier le texte de la Constitution, de la Charte des droits.

Je pense qu'il y a des parallèles à tirer ici. Je me suis déjà mise en contact avec des organismes féminins. Le Comité canadien d'action sur le statut de la femme a envoyé un télégramme à ce sujet. C'est l'organisme qui regroupe la plupart des femmes du Canada. J'ai communiqué avec les représentantes québécoises du Comité canadien d'action et, bien sûr, il va y avoir une levée de boucliers de ce côté-là. Je pense que d'un bout à l'autre du pays les femmes vont se faire entendre, parce que les femmes qui ont combattu pour leurs droits politiques ne tiennent pas à perdre leurs droits économiques. A quoi sert de vaincre politiquement si on perd économiquement? Les femmes vont comprendre cela et je pense qu'elles vont protester.

Et ce ne sera pas seulement une lutte de femmes, monsieur le Président, parce que les femmes et les jeunes sont venus à la rescousse des retraités de la vieillesse au cours de la campagne du printemps dernier, et je pense que les retraités de la vieillesse vont intervenir sur cette question. Ils ont déjà commencé et ils ne vont pas en rester là. Ils vont appuyer les femmes et les familles dans ce combat. Je pense que nous allons voir une alliance vraiment intéressante de personnes qui vont venir défendre nos programmes universels et défendre les allocations familiales.